

**Défense ouverte**
JEAN GUISNELRSS Jean Guisnel
Contactez Jean Guisnel

Le Point.fr - Publié le 16/03/2013 à 08:51 - Modifié le 16/03/2013 à 09:11

Syrie - Alain Chouet : "Ce n'est pas en armant des salafistes qu'on trouvera une solution"

Ancien chef de poste de la DGSE à Damas, puis cadre supérieur des services secrets, Alain Chouet conteste la décision française de livrer des armes à l'opposition syrienne.



Des combattants de l'Armée syrienne libre. © Daniel Leal-Olivas / Maxppp

Propos recueillis par **JEAN GUISNEL**

Le président français François Hollande a souhaité vendredi que les Européens prennent "dans les prochaines semaines" une décision sur la levée de l'embargo sur la fourniture d'armes aux forces d'opposition syriennes. "Des armes sont livrées par des pays, dont la Russie, à Bachar el-Assad et son régime. Nous devons en tirer toutes les conclusions et l'Europe doit prendre sa décision dans les prochaines semaines", a déclaré François Hollande. Il a précisé que "toutes les conséquences de la levée de l'embargo" seraient examinées par les ministres des Affaires étrangères au cours d'une réunion prévue de longue date les 22 et 23 mars à Dublin.

Une démarche jugée sévèrement par Alain Chouet, ancien chef de poste de la DGSE à Damas, puis cadre supérieur des services secrets. Il est l'un des meilleurs connaisseurs du monde arabo-musulman. Rencontre.

Le Point.fr : Est-il opportun que la France livre des armes à l'opposition syrienne ?

Alain Chouet : Je suis confondu par cette affaire. On se trouverait complètement en dehors de la légalité internationale, dans une situation sans précédent. Pour prendre une comparaison, c'est comme si la France, en 1992, avait décidé unilatéralement d'armer le GIA (Groupe islamique armé) et le FIS (Front islamique du salut) algériens, sous prétexte qu'ils avaient gagné les élections et que les militaires avaient interrompu le processus électoral. Dans le cas de la Syrie, nous armerions des groupes non représentatifs et reconnus par personne, si ce n'est par nous ! L'ONU n'a pas reconnu l'opposition, et d'ailleurs, de quelle opposition parlons-nous ? Elle est totalement hétéroclite et divisée, les militaires ne reconnaissent pas l'autorité des politiques et, à l'intérieur de la composante militaire, les milices

djihadistes ont pris le pas sur les autres.

Quelles armes la France veut-elle livrer ?

Je ne le sais pas. J'entends parler d'armes "défensives", qui ne font pour moi aucune différence avec les armes "offensives". Quant à évoquer des armes "non létales", on joue sur les mots. Et je ne sais pas à qui on va les donner... Certains responsables politiques français affirment que nos services spéciaux savent parfaitement à qui il faut les donner. Je connais la Syrie depuis 40 ans, j'ai fait partie des services spéciaux pendant 30 ans et j'affirme qu'une telle certitude est totalement présomptueuse. Ce que je constate, c'est que, sur le terrain, celle qu'on appelle l'ASL (Armée syrienne libre) est composée d'officiers et d'hommes de troupe qui ont déserté vers la Turquie et qui se trouvent pour la plupart consignés dans des camps militaires quand ils n'ont pas donné des gages d'islamisme. L'un des fondateurs de l'ASL, le colonel Riad al-Asaad, se trouve pratiquement assigné à résidence avec l'interdiction de se rendre sur le territoire syrien. Tout cela pour laisser la place aux groupes salafistes et aux djihadistes. Je repose donc la question : quelles armes allons-nous donner et à qui ?

Si Londres et Paris veulent livrer des armes, c'est pour balayer Bachar el-Assad. Pourquoi bouger maintenant, après deux ans de quasi-immobilisme ?

Nous n'avons aucun mandat de l'ONU ou de qui que ce soit d'autre ni de légitimité juridique pour renverser le président Assad quels que soient ses torts. Ce n'est pas aux Français ni aux Anglais de le faire, mais aux Syriens. Depuis deux ans, la France a fourni aux opposants syriens une assistance logistique, technique, des entraînements organisés par les services spéciaux, également britanniques ou américains. Cette fois, en livrant officiellement des armes, on passe à un autre stade !

Ce n'est tout de même pas d'aujourd'hui que des services secrets soutiennent des groupes d'opposition armés au mépris des lois internationales !

Certes, et ces services sont même faits pour ça... On ne peut envoyer des militaires avec drapeaux, plumes et trompettes que lorsqu'on en a le mandat dans le cadre de la légalité internationale. Mais dès lors qu'un ministre des Affaires étrangères proclame qu'il va apporter une aide militaire à des étrangers désireux de renverser leur gouvernement, même si les instances internationales s'y opposent, on entre dans une forme nouvelle et dangereuse de l'illégalité internationale.

Vous connaissez extrêmement bien la Syrie, où vous avez longtemps été en poste et dont vous parlez la langue. Quelle est votre appréciation globale sur la situation ?

Depuis deux ans, la situation s'est gravement dégradée. On est dans un pays dévasté, ruiné, en proie à des affrontements ethniques et confessionnels, où rien ne sera plus jamais comme avant. On est entré dans une logique de guerre civile semblable à celle qui a ensanglanté le Liban pendant 15 ans. Mais je vous le dis nettement : ce n'est pas en armant des salafistes qu'on va arriver à une solution. D'une façon hypocrite, la France a appelé à une solution négociée en disqualifiant d'emblée une des parties sommée de ne pas se présenter à la table des discussions, en l'occurrence le pouvoir en place. Que reste-t-il alors à négocier ? Depuis le début de cette affaire, on se trouve dans le flou militaire, juridique, politique ou idéologique. J'ai le plus grand mal à m'y retrouver. On est dans une ambiguïté absolue en soutenant en Syrie ceux contre lesquels on lutte ailleurs.

Pouvez-vous être plus précis ?

J'évoque ici le Mali. Même si comparaison n'est pas raison et si les islamistes qui se manifestent au Mali ne sont pas les mêmes qui se battent en Syrie, ils ont les mêmes objectifs, les mêmes inspirateurs, les mêmes idéologues et les mêmes financiers. Je trouve ça tout à fait curieux. Et en tant qu'ancien responsable d'un grand service de l'État, je suis assez perturbé par ces choix bizarres et antagonistes de nos diplomates et de nos politiques.

DÉFENSE OUVERTE

RSS Défense ouverte

Le budget de la défense en déclin depuis... soixante ans !

Les sénateurs montent au créneau pour défendre le budget militaire

EXCLUSIF. Vers une apocalypse budgétaire pour les armées

Des journalistes invités à suivre l'armée dans les Ifoghas

[Tous les articles - Défense ouverte](#)**Gennevilliers rés. Duflot**

Cliquez pour découvrir des appartements neufs du studio au 5p éligibles Duflot

**Nouveau Départ en Nièvre**

Vous voulez changer de vie? Vous avez un projet ? Découvrez nos Opportunités en Nièvre

**Investissez dans l'avenir**

Ces métaux sont au 21ème siècle ce que le pétrole était au 20ème : + 200% en moyenne sur 3 ans

Publicité Ligatus

15 Commentaires[Ajouter un commentaire](#)**Bleu lavande**

le 16/03/2013 à 09:54

Enfin !

Une personne sensée qui remet les choses à leur place et dans leur contexte. D'autant que l'on a pu lire sur certains quotidiens que l'international n'a pas du tout apprécié que Hollande mette les autres pays devant une décision prise par deux petits pays sans en avoir au préalable discuté avec les autres chefs de Nation.

Nous passons encore pour des idiots qui se mêlent de ce qui ne les regarde pas. Hollande ferait mieux de s'occuper des problèmes de la France et des Français au lieu de se comporter en petit matamore.

suetone

le 16/03/2013 à 09:49

Un nouveau Liban ?

L'analyse faite par un sachant est fondamentale. Nous allons ajouter notre allumette sur le baril de poudre. Et avec quelle légitimité juridique une telle orientation est elle prise ? Je ne l'ai pas trouvée dans le bréviaire des propositions du candidat. Le parlement peut entériner une telle démarche et encore peut il prendre une décision non conforme aux règles du Droit international hors de nos frontières ? Pour le Mali, l'action est validée par l'ONU, ce qui n'est pas le cas en l'espèce.

arsenic67

le 16/03/2013 à 09:46

Préparer l'avenir

Pour les occidentaux il faut détruire l'alliée de l'Iran avant l'étape suivante : l'attaque de la république islamique. L'Iran semble très proche de pouvoir fabriquer la bombe, le Qatar et l'Arabie saoudite financent les djihadistes pour faire tomber al Assad afin de minimiser les conséquences d'une attaque de l'Iran et d'isoler cette dernière. Une certitude, les occidentaux et les pays du golfe ne s'attendaient pas à une telle résistance de Bachar Al Assad !

guytou

le 16/03/2013 à 09:43

Il y a 4 ans

Tous les pays "démocratiques" recevaient Bachir El Assad comme le président éclairé d'une Syrie où la vie était décrite comme agréable. Peu importe aujourd'hui, mais ni l'UMP, ni le PS n'avait la moindre critique à l'égard de cet homme d'état.

Et aujourd'hui on parle d'armer ses adversaires quand ceux-ci ne valent pas mieux que lui. On n'établira pas la démocratie en Syrie en renversant El Assad, pas plus qu'on ne l'a fait en Tunisie, en Libye, ou en Egypte. On installera des fanatiques religieux qui rendront la vie impossible aux Chrétiens, aux Palestiniens et aux Chiites et Alaouites. Où sera le progrès ?

cincinatus

le 16/03/2013 à 09:40

Ils tombés sur la tête !

On a vu ce qu'a donné notre intervention en Lybie, les armes que nous leur avons donné servent probablement contre nous au Mali. Il y a par ailleurs de nombreux jihadistes français en Syrie, on va leur livrer des armes, dont ils vont apprendre à se servir pour les retourner contre nous quand ils rentreront ?

Décidément, il n'y a pas un Ministre pour racheter l'autre dans ce gouvernement de branquignols...
Pauvre France !

r.Castiglione
le 16/03/2013 à 09:39

Celui qui aide mon ennemi...

... Est forcément mon ennemi.
La Russie et la chine vont-ils être classées (dans un premier temps seulement) par hollande comme pays "ennemis" ?

reija
le 16/03/2013 à 09:30

Ce monsieur...

... DIT des vérités qu'il ne faut pas dire.
Si Hollande persiste dans son idée et que cela tourne mal, il faudra bien qu'il s'explique, meme s'il a le titre de chef des armées, car cela ne l'autorise pas à faire des dégats.

Bourdoc
le 16/03/2013 à 09:29

Cruel dilemme !

Il est certain que cela pose problème. D'une part laisser massacrer des populations et d'autre part donner des armes aux salafistes. Cruel dilemme. Il faut choisir la solution la moins mauvaise qui est de ne pas fournir d'armes. On sait pertinemment que ces dernières atterriront inéluctablement dans les mains des salafistes un jour ou l'autre et serviront à continuer soit la guerre en Syrie contre ceux qui ne partagent pas leurs idées et iront d'autre part armer les islamistes du Mali qui les utiliseront contre nos troupes. Une seule solution est acceptable c'est la négociation. Mais est-ce possible ? Cette affaire est loin d'être terminée et souhaitons qu'elle ne permette pas l'émergence d'un conflit beaucoup plus large arrivant jusqu'aux portes du monde libre.

David760
le 16/03/2013 à 09:25

A quoi joue Hollande

N'y a t il pas des situations graves dans notre pays pour devoir faire de l'ingérence dans des pays hors UE. On a vu l'état de délabrement des pays du Maghreb qui ont connu le printemps arabe sous les applaudissements des bobos parisiens.
Hollande souhaite t il des attentats dans Paris ?

jpryf
le 16/03/2013 à 09:24

Aberant

C'est peu dire que je suis choqué par la décision de F. Hollande de vouloir amer les résistants syriens. Certes ce massacre commis par Bachar El Assad est absolument odieux et le rôle de la Russie scandaleux mais armer les résistants qui, pour une bonne part sont des islamistes de la pire espèce est non seulement une erreur mais une faute très grave qui aura, sans doute, des conséquences funestes dans l'avenir. Ces armes seront, peut être un jour, utilisées contre des soldats français. Et vraiment comment comprendre que l'on fasse la guerre contre les islamistes au Mali que l'on veut éradiquer et que, de manière certaine, on les armes en Syrie.

[Tous les commentaires](#)

Votre commentaire

Titre * :

Commentaire * :

2000 caractères restants

M'alerter lors de la publication de ma réaction

[Enregistrer en tant que brouillon](#)

[Ajouter un commentaire](#)

[Voir les conditions d'utilisation](#)

